

## Temps forts de l'actualité

Olivier Boned and Rémi Laurent

Number 306, October 2007

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1021247ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1021247ar>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

Association Recma

### ISSN

1626-1682 (print)

2261-2599 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this document

Boned, O. & Laurent, R. (2007). Temps forts de l'actualité. *Revue internationale de l'économie sociale*, (306), 7–10. <https://doi.org/10.7202/1021247ar>

# TEMPS FORTS DE L'ACTUALITÉ

## Efficacité des statuts mutualistes : réflexions autour d'un colloque

Le mode de management des coopératives et des mutuelles est-il si original et en quoi, finalement, l'est-il? Une entreprise démocratique est-elle aussi une organisation plus efficace et plus innovante que ses concurrentes? Sur ce sujet d'actualité, et donc pertinent pour les organisations coopératives et mutualistes, sur ce sujet d'étude en devenir pour le monde de la recherche, un colloque a été co-organisé par la *Recma*, le Crédit mutuel et une école de marketing (Istec) le 20 septembre 2007. Une trentaine de chercheurs et de professionnels y ont participé, une centaine de personnes y ont assisté, ce qui a permis un échange de vues et de pratiques entre deux univers.

La gouvernance est un sujet sur lequel de nombreuses organisations portent toute leur attention, accompagnées par un mouvement universitaire qui structure sa réflexion sur ce thème.

La question de l'évaluation des pratiques est restée centrale: comment évaluer si les pratiques et les objectifs sont toujours en concordance avec les valeurs? Autrement dit, sommes-nous toujours mutualistes?

Les menaces énoncées sont la banalisation, la perte de pratiques originales et donc de l'identité mutualiste. L'enjeu est donc de faire vivre le sociétariat, pierre angulaire du gouvernement d'entreprise, et de veiller à toujours diffuser la culture d'entreprise, surtout aux nouvelles générations de salariés, mais aussi d'élus.

Les forces soulignées sont la réappropriation actuelle de l'identité mutualiste par les coopératives, notamment par les banques coopératives, et la volonté de mieux redéfinir la place du sociétaire dans des groupes qui deviennent de plus en plus complexes.

La grande force de ce colloque a surtout été de souligner l'intérêt porté à l'identité et au fonctionnement des organisations coopératives et mutualistes tant par le monde de la recherche que par celui de l'entreprise<sup>(1)</sup>.

Olivier Boned ●

## Les chiffres de l'économie sociale et solidaire en France

En trente ans, l'économie sociale aura connu une véritable reconnaissance institutionnelle, passant d'un concept réactualisé à une réalité bien tangible et mesurable. Parce que peser<sup>(2)</sup> (vis-à-vis des pouvoirs publics), c'est d'abord se compter, l'économie sociale, comme tous les secteurs, a essayé de mesurer ses forces. En effet, qu'y a-t-il de plus explicite qu'un chiffre d'affaires global, qu'un nombre de salariés et d'entreprises? Sans remonter au pavillon de l'Économie sociale à l'Exposition universelle de 1900, à Paris, organisé sous la houlette de Charles Gide – première tentative de matérialiser la réalité économique de l'économie sociale –, le colloque de l'AddeS de 1981 sur le compte satellite de l'économie sociale<sup>(3)</sup> constitue le point de départ de ce travail. De nombreuses avancées ont été réalisées depuis grâce au soutien de la Délégation interministérielle à l'économie sociale, qui a permis,

(1) Un CD-Rom reprenant l'ensemble des interventions est disponible sur demande auprès de la Confédération nationale du Crédit mutuel (olivier.boned@creditmutuel3d.com).

(2) Voir *La Lettre du GNC* intitulée « Peser » (juin 2007).

(3) Il y a un peu plus de vingt ans, l'Association pour le développement de la documentation sur l'économie sociale (AddeS) a lancé l'idée d'un compte satellite de l'économie sociale. Si ce compte n'a pas encore été établi, des résultats partiels ont été présentés par Philippe Kaminski sur les institutions sans but lucratif. L'idée a été reprise par la Commission européenne et la DG entreprises, qui a publié début janvier 2007 un manuel – fruit des travaux du Ciriec – pour l'établissement des comptes satellites des entreprises d'économie sociale (coopératives et mutuelles).

au début des années 2000, de lancer divers programmes de recherche et notamment des études statistiques en régions avec l'Insee, les chambres régionales de l'économie sociale et, parfois, le soutien des conseils régionaux.

Ces travaux extrêmement riches n'ont pas encore fait l'objet d'une publication commune et d'une analyse globale. Le tableau ci-après vise simplement à récapituler les principales données pour chacune des régions et des familles. Nous n'avons pas totalisé les colonnes, les informations n'étant pas homogènes. Ce n'est qu'un instantané, une image fixe qui, comme une balance, ne donne que le poids. Il ne reflète nullement les dynamiques qui traversent les entreprises d'économie sociale. Représentant 8 à 14 % de l'emploi privé

et 9 à 15 % des établissements régionaux, l'économie sociale est un acteur majeur des territoires. Avoir une vision d'ensemble du secteur est le premier objectif de ce travail.

Il reste maintenant à exploiter l'ensemble des données et à les synthétiser. L'économie sociale – à travers sa représentation – devrait s'y atteler en collaboration étroite avec des chercheurs. En effet, il est nécessaire qu'elle prenne le relais pour donner du sens à ce foisonnement de chiffres, cartes, tableaux, histogrammes, etc. A l'image de l'économie sociale, ce matériel est riche et divers. Son analyse renforcera l'économie sociale et lui permettra d'être mieux identifiée comme un acteur socio-économique d'importance.

**Rémi Laurent ●**

## L'économie sociale et solidaire en régions

Région	Établissements	Emplois	Associations	Coopératives	Mutuelles santé	Mutuelles d'assurances	Source	Site Internet Cress
<b>Alsace</b>	12 000 établissements, 11,4 % de l'ensemble des établissements (hors secteur public d'Etat) situés en Alsace	68 200 emplois, soit 11,3 % des emplois salariés (hors secteur public d'Etat) en Alsace	8 774 établissements, 31 366 ETP	2 863 établissements, 13 547 ETP	120 établissements, 1 202 ETP	109 établissements, 2 064 ETP	Insee, 1 <sup>er</sup> 1.2004	www.cres-alsacc.org
<b>Aquitaine</b>	30 000 établissements	88 200 salariés, soit 11 % de l'emploi salarié de la région	7 674 employeurs, 52 800 ETP	761 employeurs, 12 700 ETP	192 employeurs, 3 000 ETP	95 employeurs, 800 ETP	Insee, 31.12.2002	www.cressaquitaine.org
<b>Auvergne</b>		45 000 salariés, soit 10 % de l'ensemble des emplois salariés de la région	34 000 salariés	plus de 4 600 coopératives, environ 8 000 salariés	2 300 salariés	1 200 salariés	Insee, 31.12.2002	
<b>Basse-Normandie</b>	2 800 structures	45 800 salariés, soit près de 10 % de l'emploi régional	2 600 associations, près de 33 000 emplois	96 coopératives, 9 800 emplois	45 mutuelles, 1 300 salariés	1 300 salariés	Insee, 31.12.2000	
<b>Bourgogne</b>	15 535 établissements, soit 12,8 % des établissements bourguignons	plus de 90 000 emplois	10 359 établissements, 10 354 emplois	4 443 établissements, 69 354 emplois	311 établissements, 2 001 emplois	7 415 emplois	Insee, 2004 (établissements), 2001 (emplois)	www.cress-bourgogne.org
<b>Bretagne</b>	20 000 entreprises	100 000 emplois salariés ETP, soit plus de 14 % des emplois de la région Bretagne	13 500 établissements	6 000 établissements	100 établissements		Insee, 1998 (établissements), DADS, 2000 (emplois)	www.cres-bretagne.org
<b>Centre</b>	près de 21 000 établissements, soit près de 13 % des établissements régionaux	61 000 emplois, soit 9 % des emplois salariés de l'industrie, du commerce et des services	15 000 établissements, 43 000 salariés	près de 5 000 coopératives, 11 000 emplois	6 000 emplois		Insee, 1 <sup>er</sup> 1.2003	www.crescentre.org
<b>Champagne-Ardenne</b>	10 738 établissements	38 135 salariés, 11 % des emplois	7 271 établissements, 25 706 emplois	3 268 établissements, 10 324 emplois	199 établissements, 2 105 emplois		Lame, 2002	www.cresca.fr
<b>Corse</b>	2 700 établissements, soit 9 % des établissements insulaires	10 395 emplois	8 583 associations, 2 500 emplois	309 établissements, 721 salariés	52 établissements, 542 salariés		Insee, 1 <sup>er</sup> 1.2004	
<b>Franche-Comté</b>	10 900 établissements	38 300 emplois, soit 9,2 % des effectifs francs-comtois	7 758 associations, 30 136 salariés	2 892 établissements, 5 818 salariés	135 établissements, 1 343 salariés	71 établissements, 247 salariés	Insee, 31.12.2002	www.cress-fc.org
<b>Haute-Normandie</b>	5 500 établissements, soit 10 % des établissements haut-normands	50 380 emplois, soit 9 % de l'emploi salarié	4 520 établissements, 38 260 emplois	7 370 emplois	90 établissements, 1 530 salariés	90 établissements, 2 120 salariés	Insee, 31.12.2002	www.cres-haute-normandie.fr
<b>Ile-de-France</b>	71 400 établissements, soit 10,3 % du total régional	607 800 emplois	64 800 établissements, 490 000 emplois	2 361 établissements, 34 000 emplois	462 établissements, 28 900 emplois	273 établissements, 28 900 emplois	Insee-Cres IDF, 2004	www.economie-sociale.coop
<b>Languedoc-Roussillon</b>	plus de 10 450 établissements, soit plus de 11 % des établissements régionaux	99 331 salariés, soit 12 % des effectifs salariés en région	8 203 établissements, 72 293 salariés	765 établissements, 13 229 salariés	407 établissements, 8 511 salariés		Ursaf-MSA, 2004	www.creslr.org

## L'économie sociale et solidaire en régions (suite)

Région	Établissements	Emplois	Associations	Coopératives	Mutuelles santé	Mutuelles d'assurances	Source	Site Internet Cress
<b>Limousin</b>	8 520 établissements	environ 25 000 salariés	6 000 associations, 19 100 salariés	2 400 coopératives, 4 100 salariés	120 mutuelles		Cres-Insee Limousin, 30.9.2003	www.creslimousin.org
<b>Lorraine</b>	17 278 entreprises et organismes, soit 15 % des établissements	78 586 emplois, soit 54 640 ETP (10 % des salariés lorrains)	13 356 établissements, 44 577 ETP	3 260 établissements, 6 735 ETP	269 établissements, 1 546 ETP	72 établissements, 429 ETP	Insee, 31.12.2003	www.cress-lorraine.org
<b>Midi-Pyrénées</b>	28 841 établissements, soit près de 12 % des établissements régionaux	72 400 salariés, soit 9 % des emplois salariés	19 797 établissements, 53 800 salariés	7 657 établissements, 9 400 salariés	412 établissements, 5 000 salariés	98 établissements	Insee, 2001 (établissements), 1998 (salariés)	www.cress-midi-pyrenees.org
<b>Nord-Pas-de-Calais</b>	23 800 établissements	107 600 salariés, soit 8 % de l'emploi régional	19 949 associations, 91 016 salariés	3 053 coopératives, 11 214 salariés	302 établissements, 3 600 salariés	108 établissements	Insee, 2003 (établissements), DADS, 2000 (salariés)	www.cresnpdc.org
<b>Pays de la Loire</b>	près de 36 000 établissements, 16 % des établissements régionaux	235 000 contrats, soit 13 % des contrats ligériens	26 000 structures	9 400 structures	481 structures		Insee-Cres, 1 <sup>er</sup> .1.2004 (établissements), 2003 (emplois)	www.cress-pdl.org
<b>Picardie</b>	5 700 établissements, soit 11 % des établissements picards	56 000 emplois, soit 9 % de l'emploi salarié picard	4 500 établissements, 40 000 salariés	970 établissements	170 établissements		Insee, 31.12.2002	www.crespicardie.com
<b>Poitou-Charentes</b>	6 278 établissements employeurs	63 756 salariés	4 782 établissements employeurs, 37 885 emplois	1 238 établissements employeurs, 17 521 emplois	247 établissements, 8 250 emplois		Insee-Cres, 31.12.2005	www.cress-pchl.org
<b>Provence-Alpes-Côte d'Azur</b>	43 000 établissements (12 500 employeurs), soit 11,3 % des établissements de la région	115 000 salariés, soit 12,4 % des salariés de la région	39 000 associations	3 700 coopératives	800 mutuelles et assurances mutuelles		Insee-Cres, Paca, 2004	www.cresspaca.org
<b>Rhône-Alpes</b>	19 300 établissements employeurs	172 000 emplois, soit près de 10 % de l'emploi régional	15 900 établissements, 129 000 salariés	2 100 établissements, 25 000 salariés	900 établissements, 14 000 salariés		Insee, 2003	www.cress-rhone-alpes.org
<b>Guadeloupe</b>	4 403 établissements	14 746 emplois, soit 12,5 % des emplois du privé	3 883 établissements, 12 749 emplois	363 établissements, 1 424 emplois	131 établissements, 347 emplois	23 établissements, 110 emplois	Insee-Mission locale, 2004 (établissements), 2002 (emplois)	
<b>Martinique</b>	4 000 structures	15 000 salariés	3 500 structures, près de 11 939 emplois	1 700 salariés dans 275 entreprises	535 salariés	152 établissements, 190 salariés		
<b>Réunion</b>	3 500 structures	15 000 salariés	3 065 établissements, 13 675 salariés	230 établissements, 1 064 salariés	41 établissements, 325 salariés	11 établissements, 325 salariés	2000	www.cress-reunion.com